

Index AI : PRE01/487/2012
11 October 2012

Cuba : des militantes doivent être autorisées à commémorer librement la mort de leur dirigeante

Les autorités cubaines doivent autoriser les Dames en blanc, groupe de militantes locales, à commémorer librement le premier anniversaire du décès de leur dirigeante, Laura Pollán, à La Havane le 14 octobre, a déclaré Amnesty International jeudi 11 octobre.

Laura Pollán est décédée des suites d'un arrêt cardio-respiratoire le 14 octobre 2011.

Les militantes, qui viendront de tout le pays, comptent assister à la messe à l'église Sainte-Rita, à La Havane, puis participer à une marche silencieuse.

« À la lumière du traitement scandaleux réservé par le passé aux militants des droits humains par les autorités cubaines, nous sommes inquiets pour la sécurité des Dames en blanc lorsqu'elles commémoreront la mort d'un de leurs membres, a indiqué Javier Zúñiga Mejía Borja, conseiller spécial des programmes régionaux d'Amnesty International.

« Notre demande est simple : les autorités cubaines doivent veiller à ce que les Dames en blanc et d'autres militants dans le pays puissent s'exprimer en toute liberté. »

Les Dames en blanc font l'objet d'actes incessants d'intimidation et de harcèlement, et sont fréquemment placées en détention pendant de courtes périodes. Ces manœuvres visent à les empêcher de faire campagne pour la libération des prisonniers politiques et de réclamer davantage de libertés civiles et politiques à Cuba.

Le 20 septembre, une cinquantaine de Dames en blanc ont été arrêtées alors qu'elles se rendaient à La Havane pour participer à des activités en l'honneur de la Vierge de miséricorde et à la mémoire de militants politiques décédés.

Elles ont été maintenues en détention pendant plusieurs jours avant d'être libérées sans avoir été inculpées. En outre, plusieurs Dames en blanc vivant dans la capitale cubaine ont reçu des messages intimidants visant à les empêcher de participer à des activités.

Le 17 mars, 18 Dames en blanc ont été interpellées lors d'une manifestation pacifique organisée à l'occasion du neuvième anniversaire d'une opération de répression contre la dissidence, qui s'était soldée par l'incarcération de 75 détracteurs du gouvernement.

Toutes ont été remises en liberté à l'exception de Niurka Luque Álvarez, relâchée le 5 octobre après avoir été inculpée d'« actes de violence ou d'intimidation » à l'égard d'un représentant de l'État. Elle est en instance de jugement.

Le 18 mars, Sonia Garro Alfonso, membre des Dames en blanc, et son époux, Ramón Alejandro Muñoz

González, ont été arrêtés à leur domicile à La Havane après qu'une cinquantaine de policiers se sont introduits de force chez eux et ont tiré des balles en caoutchouc dans leur direction. Le couple se trouve toujours derrière les barreaux, sans inculpation.

En février 2012, les autorités cubaines ont empêché des Dames en blanc de se rendre au siège du groupe pour commémorer le second anniversaire de la mort d'Orlando Zapata Tamayo, militant décédé à la suite d'une grève de la faim qu'il avait entamée pour dénoncer l'iniquité de son incarcération. Celles qui se trouvaient déjà au siège y sont restées pendant près de 48 heures de peur d'être arrêtées si elles tentaient de quitter les lieux.

« Nous sommes toutes pacifiques, nous avons le droit de marcher dans les rues de notre pays et de faire campagne en faveur de la libération de tous les prisonniers politiques et d'un plus grand respect des libertés à Cuba », a expliqué Berta Soler, porte-parole des Dames en blanc.

Complément d'information

L'organisation des Dames en blanc a été créée par un groupe de parentes de 75 prisonniers d'opinion incarcérés en mars 2003 pour avoir exprimé pacifiquement leur opinion critique vis-à-vis du gouvernement.

Tous les dimanches, ces femmes vont à la messe dans la capitale cubaine, vêtues de blanc, afin de prier pour la libération de leurs proches. Elles participent ensuite à une procession allant de l'église à un parc voisin en portant des fleurs blanches. Depuis la libération de tous les prisonniers d'opinion interpellés lors de la répression de mars 2003, cette organisation milite pour la remise en liberté des prisonniers politiques et pour la levée des restrictions pesant sur les libertés civiles et politiques fondamentales à Cuba.

Laura Pollán est décédée des suites d'un arrêt cardio-respiratoire le 14 octobre 2011. Son époux, Héctor Maseda Gutiérrez, figurait parmi les 75 personnes arrêtées et condamnées après une opération de répression visant des dissidents pacifiques en 2003. Amnesty International les avait toutes adoptées comme prisonnières d'opinion. Condamné à 20 ans de réclusion en mars 2003, Héctor Maseda Gutiérrez a été remis en liberté conditionnelle le 12 février 2011.